

FREDi

FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



CHAPITRE 4 : APPROFONDISSEMENT DU MARCHE COMMUN ET POLITIQUES REGIONALES SECTORIELLES

Par

Rohen d'Aiglepierre, Catherine Araujo-Bonjean, Martine Audibert,
Stéphanie Brunelin, Jacky Mathonnat et Patrick Plane



CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL



Les thématiques du chapitre IV

❑ Les politiques sectorielles ne se résument aux 5 thèmes traités.

- 1- **L'approfondissement de la *deep integration*** par la libre circulation des personnes, le bon fonctionnement du système OHADA...
- 2- **les infrastructures** de base et la politique régionale
- 3- **Le marché agricole** régional et la politique agricole commune
- 4- Les politiques régionales d'**éducation**
- 5- Les politiques régionales de **santé**

Les principaux messages du chapitre (1/2)

La deep integration: lever les obstacles à la libre circulation des hommes et poursuivre l'harmonisation du droit des affaires (OHADA) en ce qu'il facilite les échanges: œuvre de codification juridique par la production d'actes uniformes, développement de l'arbitrage (CCJA).

Les infrastructures: transcendent les espaces institutionnels d'intégration régionale. Les qualités et prix des services conditionnent la compétitivité (investissements). Ces infrastructures facilitent les échanges et la concurrence y compris sur des biens jusqu'ici considérés comme non échangeables. La mobilisation de financements pour l'infrastructure, une partie de la solution. L'immatériel est important: usage des supports physiques, la réglementation qui a une dimension éminemment politique.

Politique agricole: La région perçue comme un facteur de promotion de la sécurité alimentaire. Il subsiste une méfiance envers la libre circulation des produits agricoles..



Les principaux messages du chapitre (2/2)

Politique agricole (suite): la flambée des prix sur les marchés internationaux a mis à rude épreuve la libre circulation des produits: limitation des échanges y compris intracommunautaires. Prises sans concertation, ces dispositions cristallisent la méfiance

L'éducation : Par delà l'amélioration des système éducatifs, renforcer les institutions, les établissements à visée régionale. Cela va de pair avec le financement et la mobilité intrarégionale. Agir pour des références communes: harmonisation des formations supérieures (LMD).

La santé : Les systèmes nationaux se sont améliorés depuis une vingtaine d'années. Résultats marqués en UEMOA. L'action régionale pourrait se faire davantage sentir : formation des personnels, approvisionnements de médicaments, promotions de centres de recherche, culture de l'évaluation des programmes publics

Les infrastructures et la politique régionale (1/4)

Un état des lieux

- ❑ En comparaison des autres régions en développement, importants retards, notamment en Afrique centrale. Le coût des services, deux à trois fois plus élevé qu'ailleurs: absence d'économies d'échelle, insuffisance de la concurrence, notamment dans le transport \longrightarrow marges excessives.
- ❑ Situations toutefois variées selon les pays et le type d'infrastructure. Entre 1990 et 2005, +0,5 point de croissance du PIB par habitant lié au seul secteur des télécommunications. En revanche, le secteur de l'énergie a pesé négativement sur la dynamique économique.
- ❑ Les besoins de financement pour le rattrapage sont considérables, une centaine de milliards de dollars par an, deux fois et demie l'estimation du rapport de 2005 de la Commission pour l'Afrique.

Les infrastructures et la politique régionale (2/4)

Un état des lieux

- ❑ **L'électricité** : En moyenne sur l'Afrique, réduction de la croissance de 1% à 2% par an. Le Sénégal, emblématique de l'exaspération des populations et entreprises envers les dysfonctionnement. Le coût de l'électricité altère la compétitivité sous une forme qui ne transparait pas forcément dans l'IPC/CPI. Cela pénalise l'intégration, la diversification des systèmes productifs. Barrières à l'entrée (TPE-PME) qui s'ajoutent aux handicaps géographiques, barrières pour la formalisation de l'informel.
- ❑ **Les télécommunications**: Le fossé numérique n'est pas comblé, en particulier dans les économies enclavées, même si la téléphonie cellulaire a contribué à le réduire. L'accès et les conditions en termes de coût à internet demeurent prohibitifs, mais la situation évolue favorablement : câblages, fibre optique, haut débit...

Les infrastructures et la politique régionale (3/4)

Un état des lieux.

□ **Logistiques de transport.** Infrastructure physique compte (hard infrastructure), mais également leur utilisation (soft infrastructure), ce dont témoigne l'indice de performance logistique de la Banque mondiale (délais de dédouanement, traitement des marchandises.... L'indice des pays de l'UEMOA est dans la bonne moyenne africaine. L'évaluation est notamment très acceptable pour le Sénégal et le Bénin.

La qualité des infrastructures portuaires et routières participe de la capacité à embrasser la mondialisation, à s'insérer dans des flux d'échanges qui sont moins sur les produits dont le prix diminue en dollars courants, que sur des composants. Les coûts du transport routier, excessivement élevés, pénalisent l'exportation des pays enclavés.

Les infrastructures et la politique régionale (4/4)

La mobilisation régionale: solution des problèmes.

- ❑ La région est l'espace idoine pour des investissements coordonnés qui ont la propriété de biens publics avec des effets de club. Dans cette perspective, le renforcement des institutions, notamment au niveau de la réglementation, est indispensable: confiance et efficacité des prestations.
- ❑ Des institutions existent déjà qui ne demandent qu'à être davantage animées. Les cadres d'organisation se mettent en place, pour l'énergie (EEEAO, ARREC, AGAO). Dans les autres secteurs la réglementation doit garantir davantage le bon usage des infrastructures.
- ❑ Mettre l'accent sur la libre circulation dans les corridors de transit.
Les exigences tiennent au fonctionnement propre de l'UEMOA, à la bonne exécution des PER, mais également au fonctionnement d'ensembles plus vastes (CEDEAO) et au continent tout entier (NEPAD)

Mercie de votre attention



CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

